

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT

## ARRÊTÉ DU 21 AVRIL 2015

**mettant en demeure Maître Ponroy, mandataire liquidateur de la société CHATEAUROUX CERAMICS, de respecter certaines prescriptions du Code de l'Environnement dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement situé sur le territoire de la commune de Châteauroux.**

Le préfet de l'Indre

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** les parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement et notamment les articles R.512-39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'Environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 94-E-2084 du 27 juin 1994 autorisant la société CERABATI à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de céramique, boulevard d'Anvaux à Châteauroux, après extension et modification ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-07-0263 du 31 juillet 2008 modifiant et complétant les prescriptions techniques applicables à la société Groupe MARAZZI FRANCE dans le cadre de l'exploitation de son usine de fabrication de produits céramiques, située 18/22 boulevard d'Anvaux – ZI du Buxerieux, sur le territoire de la commune de Châteauroux ;

**Vu** la décision du 21 janvier 2015 du tribunal de commerce de Châteauroux de placer la société Châteauroux Ceramics en liquidation judiciaire et de désigner Maître Axel PONROY en qualité de liquidateur judiciaire de l'établissement ;

**Vu** la réunion du 8 avril 2015 dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de dépollution du site ;

**Considérant** que Maître PONROY, liquidateur judiciaire, ne respecte pas certaines dispositions du code de l'environnement ;

**Considérant** que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est pas garantie ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées constate l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

**Sur proposition** de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

Maître PONROY, liquidateur judiciaire de l'établissement CHATEAUROUX CERAMICS situé 18/22 boulevard d'Anvaux sur le territoire de la commune de CHATEAUROUX et dont le siège social est situé 98 bis boulevard de la Tour Maubourg, 750007 Paris, est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans un délai d'un mois :

- Notifier la cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement. Cette notification comporte notamment : :
  - 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
  - 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
  - 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
  - 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- Transmettre le mémoire prévu à l'article R.512-39-2 du Code de l'Environnement au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation. Ce mémoire comporte notamment les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

L'exploitant informe le préfet (DDCSPP – Cité Administrative – CS 30613 – 36020 CHATEAUROUX CEDEX) et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

- Placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »

### **ARTICLE 2 : Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 : Notifications**

Le présent arrêté sera notifié à Maître Axel PONROY, liquidateur judiciaire de la société CHATEAUROUX CERAMICS. Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune de Châteauroux et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre Val de Loire.

### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du tribunal administratif.

### **ARTICLE 5 : Exécution**

Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre, Monsieur le Maire du POINCONNET, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,  
Et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Marc GIRAUD